



HAL
open science

L'Éthiopie : une volonté politique de fer aujourd'hui saisie par le doute

David Ambrosetti

► **To cite this version:**

David Ambrosetti. L'Éthiopie : une volonté politique de fer aujourd'hui saisie par le doute. Questions internationales, 2018, La nouvelle Afrique, 90, pp.78-85. halshs-02295545

HAL Id: halshs-02295545

<https://shs.hal.science/halshs-02295545>

Submitted on 4 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Éthiopie :
une volonté politique de fer, saisie par le doute

David Ambrosetti *

** David Ambrosetti est docteur en science politique, chercheur au CNRS, rattaché au laboratoire « Les Afriques dans le monde » (LAM, Sciences Po Bordeaux). Depuis septembre 2014, il dirige le Centre français des études éthiopiennes (CFEE) à Addis-Abeba, Éthiopie.*

Depuis près de vingt ans, l'Éthiopie connaît des transformations considérables, visibles dans une multitude de domaines, que ce soit l'économie et les infrastructures, la culture, ou encore la géopolitique, qui reflètent un rapport au monde en grande partie renouvelé. Ces transformations sont d'abord et avant tout le fruit d'une volonté politique de fer, portée des années durant par la coalition au pouvoir depuis 1991 et par son éminence grise, feu le Premier ministre Meles Zenawi. Mais le modèle de politique intérieure que Meles avait forgé rencontre désormais des défis inédits. Face aux violences à répétition, le pays est entré dans une phase de doute.

Les transformations en cours en Éthiopie depuis près de vingt ans confirment largement l'image d'un continent en pleine mutation¹. Ce qui « bouge » en Éthiopie tient d'abord à ce que l'élite gouvernant la société et l'économie éthiopiennes entend faire bouger et montrer au reste du monde.

Cette ambition réformatrice est ancrée dans la stratégie politique de la coalition au pouvoir depuis plus de vingt-six ans, l'*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front* (EPRDF), constituée par le *Tigrean People Liberation Front* (TPLF), le mouvement rebelle venu de la région septentrionale du Tigré pour prendre le pouvoir à Addis-Abeba en mai 1991. Depuis le milieu des années 2000, l'activité économique en général, et les grands projets d'infrastructure en particulier, constituent la priorité affichée de l'action publique.

Cette vitrine du nouveau économique éthiopien offre un contraste frappant avec ce que le monde connaissait de l'Éthiopie dans les décennies qui ont précédé. Plongée dans l'isolement géopolitique et économique du fait de son ralliement au bloc soviétique en 1977, confrontée à de multiples rébellions ethno-régionales armées, l'Éthiopie a longtemps offert au monde une image de désolation, de guerres civiles, de famines de grande ampleur provoquées par le gouvernement lui-même, à l'origine d'un *charity business* inédit dans les pays occidentaux en 1985-1986.

Comptant de nos jours 100 millions d'habitants, le pays a survécu à la sécession pacifique de l'Érythrée en 1993 et à la guerre sanglante qui s'en est suivie entre les deux pays (1998-2000). Il est également devenu depuis plusieurs années un champion de la croissance – actuellement estimée à 9 % par an par le Fonds monétaire international (FMI) – pour un PIB évalué à plus de 60 milliards de dollars. Sixième économie d'Afrique subsaharienne, l'Éthiopie s'est imposée comme un « *donor darling* » au sein de la Banque mondiale. Cet acteur important du continent africain a gagné une place nouvelle dans les institutions intergouvernementales et aspire à un statut de futur « pays émergent » au vu de ses potentialités indéniables.

Ces indicateurs du nouveau dynamisme éthiopien ne peuvent certes faire oublier que l'Éthiopie demeure un pays pauvre à l'échelle du globe, comme le montre l'indice de développement humain (IDH) élaboré par le Programme des Nations Unies pour le

¹ Comme le révèle le titre donné aux derniers actes publiés de la conférence internationale des études éthiopiennes : Éloi Ficquet, Ahmed Hassen Omer et Thomas Osmond (dir.), *Movements in Ethiopia: Ethiopia in Movement: Proceedings of the 18th International Conference of Ethiopian Studies in Dire Dawa*, CFEE-AAU-Tsehai Publishers, Addis-Abeba, Los Angeles, 2016 (2 vol.).

développement (PNUD) qui, dans son rapport 2016, le place au 174^e rang mondial (sur 188).

Ses zones rurales reculées et ses espaces nomades restent frappés par des crises alimentaires à répétition liées à la sécheresse (phénomène El Niño), crises qu'Addis-Abeba tente d'enrayer avec l'aide de bailleurs multilatéraux par un système d'aide d'urgence destiné à plus de 10 millions de personnes en 2016, plus de 5 millions en 2017.

En quête d'une place dans l'économie-monde

Parce que l'économie éthiopienne partait de loin, le rattrapage en cours n'en est que plus spectaculaire. Depuis le milieu des années 2000, les investissements étrangers et ceux de la diaspora éthiopienne soutiennent une série de chantiers dans le domaine des infrastructures.

La capitale fédérale, Addis-Abeba, est méconnaissable pour qui l'a connue avant les années 2000 : nombreuses routes à double voie, ponts, immeubles à plusieurs étages construits par centaines à des fins commerciales, grands ensembles d'habitation dans les périphéries de la ville en expansion (les condominiums), inauguration en septembre 2015 du premier train léger d'Afrique subsaharienne (construit par la *China Railway Engineering Corporation*), etc.

La plupart des capitales des neuf régions qui composent la république fédérale éthiopienne connaissent de nos jours une croissance urbaine accélérée. Des compagnies chinoises ou turques construisent de nouvelles voies ferrées, entre Addis-Abeba et le port de Djibouti, à l'Est – remplaçant la vieille ligne de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien inaugurée en 1917 –, ou d'Awash à Woldya puis à Mekele au Nord.

Dans le domaine de l'énergie, les autorités actuelles d'Addis-Abeba poursuivent la stratégie hydroélectrique que les empereurs Ménélik et Hailé Sélassié avaient engagée dès 1912, forts du potentiel offert par la topographie du Rift est-africain en vue de l'exportation d'électricité dans toute la région.

Le grand barrage de la Renaissance en construction sur le Nil, le plus grand d'Afrique (6 000 mégawatts), veut symboliser la détermination des Éthiopiens à améliorer coûte que coûte leur niveau de vie, même si l'ouvrage s'accompagne d'un inquiétant bras de fer avec les autorités égyptiennes, qui refusent la réduction prévue du débit du fleuve durant la phase de remplissage du barrage.

Dans l'espoir de créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois et d'améliorer la balance du commerce extérieur, cinq parcs industriels ont été créés dans différentes

régions, destinés à favoriser l'installation des investisseurs industriels étrangers dans les secteurs demandeurs de main-d'œuvre (textile, habillement, cuir, agroalimentaire).

Dans le domaine agricole, priorité est donnée à l'amélioration de la rentabilité, grâce à un système de distribution (payante) d'intrants organisé par les autorités publiques au niveau local sur une base que certains spécialistes décrivent comme coercitive². Cette politique aurait comme ambition non avouée la réduction progressive d'une économie vivrière qui reste massive – elle concerne encore 80 % de la population –, afin de permettre une « libération » de la main-d'œuvre – au sens marxien – et l'émergence de quelques acteurs agro-industriels capables de se positionner sur les marchés d'exportation.

L'Éthiopie dispose également du fleuron de l'aviation civile africaine. La compagnie Ethiopian Airlines ne cesse d'accroître son réseau, en Éthiopie et dans le monde. Elle est désormais capable d'acheter – et non plus de louer – les avions qui composent sa flotte, dont 24 Airbus A350 commandés en 2016 et 2017. Tout cela fait d'Addis-Abeba un hub aérien de premier plan reliant les pays d'Afrique subsaharienne au reste du monde.

L'enseignement supérieur fait également l'objet d'un investissement public important, avec la création d'une quarantaine d'universités depuis une dizaine d'années.

La nouvelle visibilité de l'Éthiopie se jauge également dans le domaine culturel au sens large. Le pays a ses icônes médiatiques. Le drapeau éthiopien flotte sur les podiums des principales compétitions de l'athlétisme mondial, grâce à ses coureurs – d'origine oromo pour la plupart –, dont l'incontournable Hailé Guébré Sélassié³.

Il a ses milliardaires célèbres – dont l'Éthio-Saoudien Cheikh Mohammed Hussein Al-Alamoudi –, son film à grand succès auprès de la critique – *Difret*, de Zeresenay Mehari, relatant le combat d'une avocate, Meaza Ashenafi, contre les violences faites aux jeunes femmes en Éthiopie – bénéficiant du parrainage d'Angelina Jolie –, son top model de renommée mondiale (Liya Kebede), sa marque de chaussures *made in Ethiopia* très tendance (Sole Rebel), sa gastronomie qui s'exporte dans toutes les grandes métropoles, son artisanat de qualité supérieure destiné là aussi à l'exportation (Muya, entre autres marques), etc.

Avec l'aide d'organisations internationales spécialisées dans le tourisme, les autorités souhaitent mieux vendre la destination, en mettant en avant son riche patrimoine naturel,

² Sabine Planel, « En Éthiopie, le développement rural peut conduire en prison », *Le Monde Afrique*, 8 février 2017. (www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/08/en-ethiopie-le-developpement-rural-passe-par-l-emprisonnement_5076517_3212.html).

³ Benoit Gaudin et Bezabih Wolde (dir.), *Kenyan and Ethiopian Athletics*, IRD Editions-CFEE, Addis-Abeba, 2017.

culturel-historique et paléontologique ⁴. Alors qu'une partie du patrimoine historique urbain disparaît sous les coups des pelleteuses, les palais impériaux commencent à faire l'objet de travaux de restauration de pointe, en particulier dans l'enceinte du Palais du Premier ministre à Addis-Abeba. Les VIP et les initiés peuvent découvrir, dans les coffres du Musée national d'Éthiopie, le fossile original de la célèbre *Australopithecus afarensis*, alias Lucy.

La diaspora éthiopienne est de plus en plus visible, en particulier aux États-Unis. Washington compte suffisamment de ressortissants d'origine éthiopienne pour que la langue amharique y bénéficie d'une reconnaissance administrative officielle. L'État du Minnesota accueille quant à lui de nombreux Éthiopiens d'origine oromo.

Cette diaspora a suscité un intérêt particulier en Israël après l'accueil massif de communautés falashas au cours des années 1980. Elle est également très présente en Europe du Nord (Royaume-Uni, pays scandinaves), dans les pays du golfe Persique, au Japon, en France (à Lyon en particulier), etc.

Dans un domaine très particulier, l'adoption, les autorités éthiopiennes ont durant plusieurs années été très ouvertes aux demandes d'adoption venues de l'étranger, mais elle sont récemment revenues sur ce choix ⁵.

Plus classique, la connexion au monde emprunte les voies des communautés religieuses, parmi les musulmans (30 à 35 % de la population) et, peut-être plus encore, parmi les chrétiens protestants pentecôtistes (15 à 20 %), qui regardent vers les États-Unis. Ces dynamiques viennent contester la domination culturelle de l'Église orthodoxe éthiopienne Tewahedo, vieille de plus de 1 670 ans, rattachée à l'Église copte d'Alexandrie jusque dans les années 1950, lorsqu'elle devint autocéphale et soumise à l'autorité de l'empereur Hailé Sélassié ⁶, après plusieurs tentatives similaires par le passé – dont certaines remontent à 1477 ! L'État éthiopien, aujourd'hui sécularisé, reconnaît la liberté de ces différents cultes.

Une politique étrangère tous azimuts, jalouse de son indépendance

L'ouverture de l'Éthiopie au monde s'appuie sur une politique extérieure mue par des impératifs économiques et de sécurité intérieure. Le pays se montre particulièrement

⁴ Voir le dossier spécial « Making Heritage in Ethiopia », dirigé par Marie Bridonneau et Guillaume Blanc, paru dans les *Annales d'Éthiopie*, vol. 31, années 2016-2017.

⁵ Sébastien Roux, « L'État des origines. Histoires adoptives, conflits biographiques et vérités passées », *Genèses*, n° 108, 2017, p. 69-88.

⁶ Stéphane Ancel et Éloi Ficquet, « The Ethiopian Orthodox Tewahedo Church (EOTC) and the challenges of modernity », in Gérard Prunier et Éloi Ficquet (dir.), *Understanding Contemporary Ethiopia*, Hurst, Londres, 2015, p. 63-91.

vigilant face à ce qui serait perçu comme une immixtion de l'extérieur. Pour ce faire, il veille à éviter une trop forte dépendance à l'égard des partenaires étrangers, constamment mis en concurrence et confrontés à une indocilité chronique.

L'élite politique et administrative éthiopienne est traditionnellement guidée par le souvenir d'un fait d'arme, celui d'avoir su résister, plusieurs décennies durant, aux convoitises expansionnistes des puissances coloniales européennes en Afrique de l'Est, symbolisé par la victoire militaire des troupes de Ménélik contre les Italiens lors de la bataille d'Adoua, en 1896.

Si l'on exclut la période socialiste prosoviétique de 1977 à 1991, on constate que le pays a, de longue date, bénéficié de l'appui (militaire, technique, financier) des États occidentaux face à un environnement régional hostile. La victoire contre l'occupation italienne (1936-1941) dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale a ouvert une ère de coopération plus intense avec les États-Unis – et incidemment avec la Banque mondiale.

De nos jours, les partenaires viennent de multiples horizons. Les pays d'Asie du Sud-Est (Chine en tête) et du golfe Persique en constituent les nouveaux poids lourds. Ils sont notamment appelés à la rescousse lorsque les conditionnalités exigées par les bailleurs occidentaux mécontentent les Éthiopiens.

La Banque mondiale reste néanmoins très présente – en particulier dans le domaine du développement urbain –, de même que la Banque africaine de développement (BAD) ou les agences de développement des pays occidentaux (Britanniques et Américains en tête). Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les investissements directs étrangers en Éthiopie se sont élevés à 3,2 milliards de dollars en 2016.

Au sein des institutions intergouvernementales, le pays œuvre à se faire davantage entendre. Depuis 1963, Addis-Abeba est le siège de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU. Son influence dans ces institutions est toutefois demeurée réduite, ou plus souterraine, contrainte par le faible niveau des contributions financières éthiopiennes. L'Éthiopie occupe en revanche une place diplomatique prépondérante au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui réunit les pays de la Corne de l'Afrique. Surtout, des victoires diplomatiques récentes l'ont placée en première ligne. En mai 2017, le D^r. Tedros Adhanom, ancien ministre de la Santé puis ministre des Affaires étrangères, est devenu le premier Africain à être nommé directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Il avait dorénavant présidé le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'Éthiopie avait déjà connu une autre victoire onusienne, avec son élection comme membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU (2017-2018) à l'un des trois sièges réservés aux pays africains. Le rôle joué par les autorités d'Addis-Abeba dans la lutte contre les groupes armés d'obédience jihadiste en Somalie et le contrôle qu'elles savent exercer sur les réseaux fondamentalistes à l'intérieur de leur propre territoire rassurent les chancelleries étrangères engagées dans cette lutte.

On a salué la décision de mettre une partie de l'imposante et efficace armée éthiopienne au service des opérations de maintien de la paix, sous mandat de l'ONU ou de l'Union africaine, en Somalie ou au Soudan en particulier, jusqu'à devenir en 2016 le premier contributeur de troupes de l'ONU au monde, sur les 193 États membres que compte l'Organisation. Ces arguments ont bien entendu pesé dans l'élection de l'Éthiopie comme membre du Conseil de sécurité en juin 2016.

Les grandes puissances militaires courtisent Addis-Abeba pour devenir les partenaires des autorités militaires éthiopiennes. Il semble que la Chine ait récemment su conquérir la première place dans ce partenariat sécuritaire.

En matière de lutte contre le réchauffement climatique, l'Éthiopie a annoncé un objectif extrêmement ambitieux de réduction de 64 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Addis-Abeba a ainsi représenté un partenaire important, choyé par la diplomatie française lors de la préparation de la COP21 ⁷.

L'Éthiopie est également devenue le champion africain dans le domaine de l'accueil des réfugiés, du fait de l'afflux de plus de 800 000 Sud-Soudanais fuyant le conflit armé en cours depuis décembre 2013, qui s'ajoutent aux milliers de réfugiés somaliens ou érythréens déjà accueillis depuis des années.

Des défis inédits en politique intérieure et le doute sur l'avenir

Alors que ces forces d'ouverture vers le monde sont indéniables, l'édifice éthiopien semble pourtant se craqueler de toute part de l'intérieur. La coalition au pouvoir fait face à une contestation inédite depuis le début des années 2010.

D'abord portée par les musulmans du pays en 2012-2013 – à propos de l'autonomie de leurs institutions représentatives vis-à-vis des autorités politiques –, la contestation ne

⁷ David Ambrosetti, « African States, Climate Change and the COP21. Interview with Dr. Wilfran Moufouma-Okia », in David Ambrosetti, Jean-Renaud Boisserie, Dersse Ayenachew et Thomas Guindeuil (dir.), *Climatic and Environmental Challenges: Learning from the Horn of Africa*, CFEE / OpenEdition Books, Addis-Abeba (<http://books.openedition.org/cfee/440>).

cesse de s'étendre en région Oromiya depuis 2014. Elle s'est nourrie du rejet du nouveau plan d'urbanisme de la ville d'Addis-Abeba, destiné à accompagner l'extension de son périmètre au profit de projets immobiliers et de zones industrielles. La capitale étant enclavée dans l'État-région de l'Oromiya, cette extension se fait au détriment des terres avoisinant la capitale, celles des exploitations agricoles des Oromos.

Mais c'est en fait la plupart des régions du pays qui connaissent des épisodes récurrents de violence liés à des conflits fonciers. Des études récentes révèlent une exacerbation des revendications communautaires et de vives compétitions politiques entre les différents échelons d'autorité dans le système fédéral. C'est notamment le cas dans les régions des basses terres de Gambella et du Bénishangul-Gumuz, fertiles et exposées à la convoitise des investisseurs éthiopiens et étrangers, ainsi qu'à la pression foncière supplémentaire des réfugiés sud-soudanais⁸.

À l'approche des élections de 2015, outre cette question foncière, deux autres motifs de rancœur à l'encontre des autorités étaient brandis par des manifestants toujours plus déterminés. D'une part, la corruption grandissante alléguée de l'administration qui favoriserait l'accaparement des nouvelles richesses du pays – en particulier la ressource foncière, qui atteint des prix exorbitants dans la capitale – par une minorité liée à la coalition au pouvoir, ou encore, par généralisation ethnique, par les Éthiopiens d'origine tigréenne, ou enfin par les services de sécurité du pays.

D'autre part, l'incurie supposée des autorités face à la situation des migrants éthiopiens, nombreux à fuir le pays par manque d'opportunités économiques ou par crainte de la répression politique, et exposés à des situations de violences à l'étranger – expulsion de plus de 160 000 Éthiopiens d'Arabie saoudite en 2013 suivie de nouvelles expulsions en 2017, émeutes xénophobes en Afrique du Sud en avril 2015, exécutions filmées par les hommes de l'organisation État islamique (Daech) de 28 Éthiopiens en Libye en avril 2015, civils éthiopiens pris au piège de la guerre au Yémen...

Ces manifestations ont perduré après l'élection de 2015 et ont touché la plupart des régions – dont l'importante région Amhara –, même si les Oromo sont restés à la pointe de la contestation, réprimée par les forces de l'ordre, et provoquant un afflux de déplacés internes et de réfugiés – à Djibouti et au Somaliland.

Ce contexte explosif a conduit le gouvernement à décréter l'état d'urgence en octobre 2016, suivi de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes, dont des figures de

⁸ Mehdi Labzaé, « State-sponsored Migrations in Ethiopia: Peasant Perceptions of Political Control and Land Policies in Ethiopia's Western Lowlands », *Annales d'Éthiopie*, vol. 31, années 2016-2017, p. 203-223.

l'opposition légale. La violence a baissé d'intensité durant l'hiver 2017, pour reprendre depuis l'été, alors que l'état d'urgence avait été levé en août.

Le pays a, depuis, fait face à une nouvelle plongée dans la crise et la violence. Les affrontements intercommunautaires, les massacres de civils, essentiellement à la frontière entre les deux États-régions Oromiya et Somali, ou encore des scènes de chasse à l'homme dans les campus universitaires entre communautés rivales se sont multipliés, suivis par des épisodes de manifestations, de grèves, de répressions violentes, hélas devenues courantes depuis 2015.

Comprendre cette crise exige de croiser au moins trois clés d'analyse.

D'abord, la compétition politique en Éthiopie emprunte plus que jamais la grammaire de la mobilisation « ethnique » ou plutôt nationale. Au cours de la première décennie de son règne (1991-2000), l'EPRDF a bâti un système fédéral basé sur la reconnaissance des différentes nations et nationalités composant l'ensemble éthiopien, placées sur un pied d'égalité. Consacré par la Constitution de 1994, ce « fédéralisme ethnique » a été décliné à tous les niveaux des institutions politiques.

Et la greffe a pris. À tel point que cette clé de répartition politique est prise très au sérieux, dans la délimitation des frontières régionales, dans l'accès aux subsides gouvernementaux et aux emplois du secteur public ou parapublic. Dans les quatre coins du pays, elle encourage une fuite en avant dans les revendications identitaires, qui ouvre dorénavant la voie aux violences intercommunautaires. Celles-ci confirment ce que des analystes annonçaient avec inquiétude⁹, dès lors qu'il manque en parallèle un espace ouvert de négociation politique pour une résolution pacifique des conflits.

Car – c'est notre deuxième clé d'analyse – les mécanismes démocratiques sont dans l'ensemble en panne en Éthiopie. Le système politique et électoral actuel a conduit à la disparition de l'opposition à la chambre basse du Parlement – un seul député de l'opposition élu en 2010, aucun en 2015. Même l'EPRDF a finalement regretté cette situation et accepté d'ouvrir des discussions avec l'opposition visant à l'instauration d'une dose de proportionnelle lors des prochains scrutins législatifs.

L'opposition « légale » qui subsiste en Éthiopie peine à conserver un espace de dialogue politique dans lequel elle serait à l'abri d'une assimilation aux mouvements armés radicaux qui ont promis la chute du régime, combattus par Addis-Abeba pour terrorisme.

⁹ Lovise Aalen, *The Politics of Ethnicity in Ethiopia: Actors, Power and Mobilisation under Ethnic Federalism*, Brill, Leiden, 2011.

Des journalistes bloggeurs et deux figures politiques oromos éminentes en ont fait récemment les frais.

Ce tournant répressif ne parvient pourtant pas à mettre fin aux violences dans le pays, au contraire. Le 3 janvier 2018, le Premier ministre, Haile Mariam Dessalegn, a annoncé à la surprise générale que des opposants politiques seraient prochainement libérés une fois que les enquêtes à leur encontre seraient closes. Cette annonce a surpris¹⁰, et a été suivie d'effets, avec la libération des opposants les plus populaires (Merera Gudina et Bekele Gerba).

Coup de théâtre le jeudi 15 février 2018, le Premier ministre Haile Mariam, originaire du Sud du pays (Wolayta), pentecôtiste, qui a avait succédé à Meles Zenawi en 2012, a annoncé sa démission. L'état d'urgence a été proclamé le lendemain. Selon la rumeur, la coalition chercherait en priorité une figure d'origine Oromo pour lui succéder.

Troisième clé de lecture, l'EPRDF semble ne voir qu'une seule issue, économique. Il doit réussir son pari : apporter au pays un développement rapide. Mais l'ouverture doit selon lui rester fermement dirigée par l'État, qui garantit que les opportunités profiteront au développement général et non à de puissants acteurs étrangers ou à quelques intermédiaires locaux¹¹.

Face à cette ouverture qui génère une diffusion rapide de l'esprit d'entreprise et du désir d'enrichissement, des nostalgiques du TPLF historique, d'obédience marxiste, considèrent que cette nouvelle orientation pousse le régime au-delà de ses idéaux de justice sociale et qu'elle alimente précisément les accusations de corruption et d'accaparement des richesses, ce qui avive les rivalités entre les groupes.

En outre, les statistiques économiques montrent dorénavant des signes inquiétants. La balance des échanges commerciaux reste très déséquilibrée (2 milliards d'euros d'exportations pour 14 milliards d'importations), ce qui provoque un manque cruel de devises, rationnées par les autorités financières – la monnaie éthiopienne étant inconvertible.

L'endettement extérieur public est jugé limité (29 % du PIB en 2015-2016), mais avec un risque désormais considéré comme fort quant à sa soutenabilité aux yeux du FMI. Le gouvernement s'est résigné en octobre 2017 à dévaluer sa monnaie de 15 %, et les

¹⁰ Gaëlle Laleix, « René Lefort : l'amnistie des prisonniers politiques éthiopiens est 'inattendue' », Rfi Invité Afrique, 4 janvier 2018 (www.rfi.fr/emission/20180104-rene-lefort-ethiopie-le-premier-ministre-annonce-une-mesure-spectaculaire-inattendu).

¹¹ Arkebe Oqubay, *Made in Africa: Industrial Policy in Ethiopia*, Oxford University Press, Oxford, 2015.

analystes économiques se demandent désormais si le pays ne gagnerait pas à se placer sous l'assistance directe du FMI.

L'économie sera en tout état de cause déterminante pour l'avenir politique du pays. Mais l'économie passe également par la confiance des opérateurs éthiopiens et étrangers dans les autorités, et dans la stabilité intérieure. Le doute prolongé ne lui réussirait guère.